

12 MAI 2016

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Assemblée Générale des actionnaires d'EDF

L'État et les directions des IEG
mettent le Service Public Républicain en péril

Flash
Info

Aujourd'hui se tient l'Assemblée Générale des actionnaires d'EDF. Le président LEVY réitérera sans doute son discours du 27 avril dernier face à la Commission des affaires économiques du Sénat, assurant que « la trajectoire financière du groupe est sécurisée », malgré le rachat d'AREVA NP (initialement estimé à 2,7 Mds d'euros, aujourd'hui à 3,5 Mds), malgré sa volonté de maintien du projet Hinkley Point (25 Mds), malgré le Grand Carénage (51 Mds).

Au lieu de revoir ses fondamentaux M. LEVY, sous l'égide du gouvernement, souhaite continuer dans un dogmatisme ultralibéral à ouvrir toujours plus de capital et à faire croire qu'un versement de dividendes en actions, accompagné d'une diminution des effectifs permettraient soi-disant de venir à bout des difficultés actuelles.

Cette démarche engage l'avenir du Service Public (vente de RTE, liquidation de sites de production thermique et hydraulique, suppressions d'emplois aux commercialisateurs, fragilisation des Distributeurs...).

Dans toutes les entreprises des Industries Électriques et Gazières se profile le même schéma, porté par le même discours irresponsable. Celui de l'État et de Bruxelles sur la base d'une science économique dont le seul triomphe **satisferait aux appétits financiers particuliers au détriment de l'intérêt collectif.**

L'obstination des dirigeants à maintenir cette trajectoire délirante génère l'incompréhension des salariés. Assurément,

si celle-ci persistait, les usagers en auraient la même perception en découvrant **ses conséquences sur leur facture et ses impacts sur la cohésion des territoires.**

Nos positions ne sont pas celles d'un syndicat retranché : elles sont partagées non seulement par d'autres organisations, mais aussi par nombre de cadres dirigeants, d'élus et d'experts.

Le modèle énergétique inauguré en 1946 dans l'esprit du Conseil National de la Résistance est menacé. Il devient urgent que le Président HOLLANDE prenne en considération les inquiétudes et analyses exprimées dans notre Lettre Ouverte du 20 janvier 2016 : **il lui incombe de tenir sa fonction consistant à défendre le Service Public Républicain.**

FO Energie et Mines dénonce et dénoncera tout positionnement risquant de générer la poursuite du démantèlement de nos Services Publics. Notre revendication déjà exprimée pour **la renationalisation du secteur de l'Énergie reste définitivement la seule solution pour éviter la faillite des IEG et éviter une catastrophe sociale et sociétale.**